



## **Budget 2025 :**

# **À NOUS DE FAIRE PAYER LES RICHES**

*Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1 200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 !*

Une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

### **Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics**

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

### **Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent**

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

### **Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition !**

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 000 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

## **100 % pour les bénéfices**

L'entêtement de la direction à nous imposer la deuxième présentation des recommandés atteint des sommets : il faudrait représenter 100 % tous les jours à présent !

Ce serait pour « *améliorer le service* », mais la direction a supprimé tellement de monde que, toutes les semaines, des postes de travail sont à découvert. Qu'elle s'occupe déjà de la première présentation.

## **Congés payés... mais par qui ?**

La direction nous pousse à prendre le reste de nos congés tout de suite et à tout prix. Ensuite les chefs doivent « gérer » les absences sans embauche en nous demandant de faire la sécable.

Mais ce n'est pas à nous de payer les congés des collègues par du travail supplémentaire : à La Poste d'embaucher des remplaçants !

## **Le flic et le bâton**

Sur Belleville, le flicage de la direction est gratiné : feuille de présence à signer, billets de retard comme à l'école, etc. Mais c'est dans tout le bureau, qu'on se croirait de plus en plus à l'internat ou à la caserne. L'obsession de l'ordre, c'est souvent pour mieux rogner sur les paies et nos moyens pour travailler !

## **Les minis carottes sont pour les lapins nains**

Tous les quatre mois, nous touchons (ou pas) une prime d'équipe qui frise le ridicule. La direction donne exprès des objectifs irréalisables qui réduit à peau de chagrin cette petite carotte. Ce n'est pas d'une prime que La Poste peut voler pour se faire du pognon sur notre dos dont nous avons besoin, mais d'un salaire augmenté de 400 euros par mois !

## **Après les élections, ne pas se laisser dépouiller !**

Les élections professionnelles viennent de se terminer à La Poste. Le nouveau système réduit drastiquement le nombre de représentants du personnel, de plus en plus éloignés des travailleurs.

La direction voudrait nous empêcher de nous défendre ou de nous mobiliser mais ça, c'est aux travailleurs de le décider ensemble et le plus tôt sera le mieux. Vu nos salaires, il y a urgence !

La Poste va « donner » à gérer un déjà bien maigre budget d'aide sociale à des représentants syndicaux, mais cela ne va pas résoudre nos graves problèmes de fin de mois.

## **Mille raisons d'être en colère**

Des livreurs de prospectus de Millee, ex-Adrexo, se sont rassemblés la semaine dernière devant le ministère des Finances. La colère est bien là parmi ces

salariés laissés sur le carreau, sans salaire depuis deux mois, en raison de la liquidation judiciaire de l'entreprise. La société serait en faillite à cause d'une dette de 73 millions d'euros ? Mais les actionnaires se sont fait verser 70 millions de dividendes en 2023 ! C'est l'équivalent d'un an de salaire pour les 10 000 salariés de Millee payés à peine 500 à 600 euros nets par mois.

Alors pas questions de payer les pots cassés.

## **L'éducation victime du gouvernement**

Le ministre du Budget, Laurent Saint-Martin, a annoncé la suppression de 4 000 postes d'enseignants. Il justifie la mesure par la diminution du nombre d'élèves. Pourtant, la hausse du nombre d'élèves les années précédentes n'a jamais conduit à créer un poste ! Aujourd'hui, les classes sont souvent surchargées et le manque d'enseignants est patent. Il faudrait 10 617 emplois supplémentaires pour retrouver le taux d'encadrement de 2017, et plus encore pour combler les nombreux emplois vacants.

## **Moyen-Orient : Macron toujours complice**

Cinq casques bleus ont été blessés au sud du Liban par des tirs ciblés israéliens. Macron a jugé « *tout à fait inacceptable* » que les forces de l'ONU soient « *visées délibérément par les forces armées israéliennes* » et a prévenu que la France « *ne tolérera pas* » de nouveaux tirs.

Et si l'État israélien continue sur sa lancée, que fera Macron ? À l'évidence rien, comme d'habitude. Tout au plus le ministre des Affaires étrangères reconvoquera l'ambassadeur d'Israël pour lui faire les gros yeux. Car Israël reste le gardien des intérêts des puissances occidentales dans la région.

L'État d'Israël continue donc de massacrer à Gaza et au Liban, grâce au soutien et aux armes des États-Unis... et de la France.

## **La protection de l'enfance en danger**

Le Conseil économique, social et environnemental a publié un rapport révélant de très nombreux dysfonctionnements à la protection de l'enfance. Des juges renoncent notamment à prononcer des mesures de placement d'enfants victimes de violences, sachant d'avance qu'elles ne seront pas appliquées faute de places. Partout les travailleurs sociaux et les syndicats tirent la sonnette d'alarme : on ne fait plus en fonction des besoins des enfants, mais des moyens... qui sont largement insuffisants !

Près de 400 000 enfants sont accueillis ou suivis par l'aide sociale à l'enfance, un chiffre en forte hausse avec la misère qui s'étend. Mais la seule chose que les pouvoirs publics augmentent, ce sont les suppressions de postes.